

Résolution du Congrès Unia, 4 et 5 juin 2021

Un plan pour la justice sociale et la solidarité

Luttons contre la pandémie des écarts sociaux !

La pandémie de coronavirus creuse les écarts sociaux : alors que les bourses s'envolent et que les gains en capital explosent, de larges couches de la population risquent de s'appauvrir. Un plan est maintenant nécessaire afin d'éviter une profonde division sociale.

Les pandémies sont considérées historiquement comme des « égalisateurs » sociaux. Elles frappent les riches et les pauvres de la même manière. Mais le coronavirus est différent : il exacerbe les inégalités existantes.

Inégalité sociale devant la mort

Cela commence par l'infection : en Suisse aussi, les personnes contaminées sont moins nombreuses dans les quartiers aisés que dans les quartiers où les revenus sont bas et les espaces restreints. Le télétravail permet de diminuer le risque d'infection, mais ce sont surtout les revenus élevés qui en profitent.

Et cela continue avec l'évolution de la maladie : « Les plus aisés sont surapprovisionnés en prestations médicales et ceux qui en auraient le plus besoin sont sous-approvisionnés »¹. Les malades du coronavirus parmi les 10% les moins bien rémunérés sont deux fois plus nombreux à se retrouver aux soins intensifs que les 10% du haut de l'échelle. On constate les mêmes différences dans le nombre de décès.

La crise du coronavirus accentue les inégalités

Plus le revenu est bas, plus les pertes économiques sont importantes en moyenne. Les employé-e-s des branches à bas salaires comme la restauration ou le commerce de détail, et de certaines branches industrielles sont, avec les jeunes et les salarié-e-s âgés, les plus touchés par le chômage. Depuis le début de la crise, le nombre de chômeuses et chômeurs a passé de 110 000 à 160 000.

La situation est particulièrement difficile pour celles et ceux qui gagnent moins de 4000 francs : ils ont perdu en moyenne un cinquième de leur revenu. Pas moins de 27% de la population suisse active appartenant à cette catégorie de revenus ont dû se contenter d'indemnités de chômage partiel. 8% se sont même retrouvées entièrement au chômage, avec une baisse de moitié en moyenne de leurs revenus. Leur épargne a connu une baisse sensible. Une personne sur neuf a dû s'endetter pour survivre.² Les femmes et les migrant-e-s qui sont plus nombreux que la moyenne à travailler dans des branches à bas salaires sont les plus concernés par ces situations de détresse.

¹ L'ancien président de la Task Force scientifique Covid-19, Matthias Egger, dans le journal «Der Landbote», 25 avril 2021.

² <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiqués-de-presse/2021/02/La-crise-du-coronavirus-exacerbe-les-inegalites-en-Suisse.html>

L'insécurité et le stress sont source de souffrance

Les risques sanitaires et les pertes économiques entraînent un stress psychique élevé chez les personnes socialement plus faibles. Pour ces personnes, la situation empire à mesure que la crise dure. Déjà lors de la deuxième vague, à l'automne dernier, les personnes avec un revenu du ménage inférieur à 4000 francs étaient deux fois plus nombreuses que les ménages disposant d'un revenu de 6000 francs et plus à déclarer qu'elles allaient « mal », voire « très mal ». Compte tenu des perspectives qui restent incertaines, il se pourrait que la situation se soit encore détériorée.

Mais les salarié-e-s des métiers dits essentiels sont aussi soumis à des contraintes particulières. Lorsque la pandémie a atteint son premier pic au printemps passé et que les lits des soins intensifs se remplissaient, les employé-e-s des soins, de la vente et de la logistique ont fait des heures supplémentaires sans broncher, pour nous permettre de continuer à vivre. Ils ont reçu beaucoup d'applaudissements. Mais à part cela, hormis quelques primes dérisoires dans le secteur de la santé et de la vente, absolument rien. Plus la pandémie dure, plus le stress psychique, que connaît notamment le personnel des hôpitaux et des homes, est important : dépressions, angoisses, insomnies et burn-outs se multiplient. Les héroïnes et les héros des soins deviennent ainsi toujours plus souvent des « cas de soins ».

Les riches toujours plus riches, dans le monde et en Suisse

Et en même temps, les riches deviennent toujours plus riches. La fortune des 500 milliardaires les plus riches du monde a bondi de 31% durant l'année de pandémie 2020.³ En fait notamment partie la famille Blocher dont la fortune a progressé d'un tiers pour s'établir à 15,5 milliards de francs.⁴ En Suisse aussi, les super riches sont plus riches que jamais : 300 d'entre eux possèdent ensemble 707 milliards de francs !

Le coronavirus devient ainsi la « pandémie des écarts sociaux ». Cela est d'autant plus vrai dans les pays pauvres qui ne peuvent pas se permettre des programmes de soutien efficaces. Les inégalités mondiales se creusent à nouveau. Le nombre de personnes extrêmement pauvres, qui était en baisse au cours des dernières décennies, est à nouveau à la hausse.

Les écarts sociaux extrêmes pourraient même retarder la sortie de la pandémie de plusieurs années. Car il n'est pas possible de combattre le virus à long terme dans un seul pays : c'est ensemble que l'humanité pourra le vaincre. La campagne de vaccination actuelle semble ignorer cette simple constatation : 1 milliard de doses ont été administrées dans le monde à fin avril, dont 1% dans les pays pauvres.

Pleine compensation salariale, nouvelles CCT, contribution de solidarité pour les super riches, vaccination pour tous

Afin que le coronavirus n'aggrave pas la « pandémie des écarts sociaux », il faut un « plan pour la justice sociale et la solidarité ». La Suisse a les moyens et les possibilités pour faire avancer ce plan. Nous demandons :

³ « Bloomberg Billionaires Index », selon Bilanz, 5 janvier 2021

⁴ Bilanz, 26 novembre 2020. Environ 14 800 multimillionnaires (avec au moins 10 millions de francs) possèdent près d'un tiers (30,34%) des avoirs fiscalisés en Suisse ; « L'évolution de la richesse en Suisse de 2003 à 2015 », EDF, 20 août 2019.

- **Plus de sécurité sociale immédiatement** : depuis le début de la pandémie, Unia demande une compensation du salaire à 100% en cas de chômage partiel pour les salaires jusqu'à 5000 francs net. Les améliorations actuelles (100% jusqu'à 3470 francs brut et seulement 80% à partir de 4340 francs) ne sont tout simplement pas suffisantes. Elles ne garantissent pas un revenu couvrant le minimum vital.
- **De bonnes conditions de travail plutôt que des déréglementations** : les conditions de travail non réglementées dans les métiers « essentiels » du secteur des services, soit dans les soins, le commerce de détail et la logistique, représentent un risque pour la santé publique. Les politiques doivent enfin le comprendre. Au lieu de se perdre dans des exercices de déréglementation irresponsables (par exemple en tentant d'inscrire douze ouvertures dominicales dans la « loi Covid-19 », les autorités doivent s'engager pour des CCT DFO dans ces branches.
- **Sauver les emplois plutôt que les profits** : rien que dans l'hôtellerie-restauration, une entreprise sur cinq craint pour sa survie au cours de ces prochains mois. Le Parlement doit revenir sur sa décision et obliger le secteur immobilier à réduire les loyers, resp. les dettes des entreprises concernées. Au-delà de cela, un plan de relance est nécessaire pour aider les entreprises à maintenir et à créer des emplois dans les secteurs fortement affectés par la pandémie.
- **Justice sociale** : l'accumulation indécente de richesse dans les mains de quelques-uns est dangereuse, voire mortelle comme le montre le coronavirus. Cela doit cesser. Les super riches ont profité de la pandémie. Ils doivent maintenant restituer une partie de leur fortune par le biais d'une contribution de solidarité Covid-19 et contribuer à la solidarité sociale. Les richesses accumulées pendant la pandémie doivent être redistribuées surtout aux femmes qui sont les plus touchées par la crise, ceci afin d'atteindre l'équilibre social.
- **Solidarité internationale** : le coronavirus est un défi mondial. La Suisse doit fournir une contribution visible à l'éradication de la pandémie : le programme COVAX, soutenu par les Nations Unies, a pour but de distribuer deux milliards de doses de vaccin aux populations des pays les plus pauvres d'ici à fin 2021. Ce programme est constamment sous-financé et risque donc de ne pas atteindre ses objectifs. Une contribution importante de la Suisse à ce programme peut combler cette lacune, sauver des vies et aider à vaincre la pandémie. De plus, pour atteindre cet objectif, les brevets sur les vaccins doivent être suspendus au moins jusqu'à la fin des campagnes de vaccination.